Mandats du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme; de la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires; du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression; du Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association; de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences; et du Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles

REFERENCE:
AL CMR 1/2020

15 avril 2020

Excellence,

Nous avons l'honneur de nous adresser à vous en nos qualités de Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme; Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires; Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression; Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association; Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences; et Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles, conformément aux résolutions 34/5, 35/15, 34/18, 41/12, 41/17 et 41/6 du Conseil des droits de l'homme.

Dans ce contexte, nous souhaiterions attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur des informations que nous avons reçues concernant des **actes d'agression et d'intimidation contre Mme Maximilienne Ngo Mbe, ainsi qu'un incendie criminel perpétré contre le siège du REDHAC**, une coalition des défenseurs des droits de l'homme dont Mme Ngo Mbe est la Directrice exécutive.

Mme Ngo Mbe est Directrice exécutive du Réseau des Défenseurs des Droits de l'Homme de l'Afrique Centrale (REDHAC), dont le siège est situé à Douala. Mme Ngo Mbe a fait l'objet de diverses communications envoyées au Gouvernement de votre Excellence le 8 avril 2010 (CMR 1/2010), le 5 août 2011 (CMR 1/2011), le 13 août 2013 (CMR 3/2013), le 27 avril 2015 (CMR 1/2015) et le 26 octobre 2017 (CMR 5/2017). Les allégations d'actes d'agression et d'intimidation contre Mme Ngo Mbe figurant dans la communication CMR 5/2017 ont été incluses dans le rapport du Secrétaire-Général sur la « Coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme » en 2018 (A/HRC/39/41, para. 31, and Annexe I, paras. 7-8), en raison de la préoccupation de la part des Rapporteurs Spéciaux selon laquelle ces actes puissent constituer des représailles pour sa participation à l'examen du Conseil des droits de l'homme concernant le Cameroun, qui a eu lieu à Genève en 2017. Le rapport suivant, publié en 2019 (A/HRC/42/30, Annexe II, paras. 15-16), fit état du harcèlement, surveillance et menaces dont Mme Ngo Mbe aurait été l'objet entre les mois d'octobre et décembre 2018.

Nous remercions le Gouvernement pour sa réponse à la communication CMR 5/2017 mais regrettons qu'aucune réponse n'ait été reçue aux autres communications. Un membre du REDHAC porté disparu en 2018, M. Franklin Mowha, a fait l'objet de la

communication CMR 4/2019, à laquelle aucune réponse de la part du Gouvernement n'a été reçue. Le cas de M. Franklin Mowha est sous examen du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires (cas 10008957).

Selon les informations reçues :

Mme Ngo Mbe et l'équipe REDHAC continueraient de subir régulièrement injures, menaces et actes d'intimidation venant aussi bien des pouvoirs publics, de personnes morales de droit privé, et de particuliers. Le REDHAC serait victime d'une campagne d'intimidation systématique, qui serait liée aux actions menées par le REDHAC pour la défense des droits de l'homme au Cameroun.

Le 10 août 2019, dans les bureaux du Gouverneur du Littoral à Douala et à l'occasion d'une rencontre avec des journalistes, Mme Ngo Mbe ainsi que la présidente du conseil d'administration du REDHAC auraient été l'objet d'une menace voilée de la part du ministre de l'Administration Territoriale qui, au moyen d'un proverbe, les aurait invitées à réfléchir aux conséquences de leurs actes.

Le 16 août 2019, suivant une convocation de la part de Monsieur le Préfet du Wouri (émise sur instruction du ministre de l'Administration Territoriale), Mme Ngo Mbe, accompagnée par Madame la Présidente du conseil d'administration du REDHAC, a assisté à une réunion avec le Préfet. Lors de cette réunion, le Préfet – qui, depuis, a été affecté à une autre région – aurait signalé que l'objet de la convocation consistait à demander des explications sur les motivations sous-tendant le travail du REDHAC, et les soutiens du REDHAC, et lui aurait fait la remarque suivante: «Vous êtes très dure. Il faut vous mettre hors d'état de nuire».

Le 28 août 2019 Mme Ngo Mbe a assisté à une réunion avec une délégation de l'Ambassade des Etats-Unis, lors de laquelle un dîner le lendemain avec Monsieur l'Ambassadeur des Etats-Unis aurait été annoncé.

Le 28 août 2019 au soir, Mme Ngo Mbe a été victime d'une violente agression physique sous la menace d'une arme à feu alors qu'elle se rendait seule à un engagement professionnel. Croyant avoir affaire à un brigand, elle lui aurait proposé ses objets de valeur, mais l'intrus lui aurait rétorqué sèchement : « Je ne suis pas là pour ça, mais juste pour te donner un avertissement ». Mme Ngo Mbe a déposé plainte contre inconnu auprès de la police ([REDACTED]).

Le 29 août 2019 au soir Mme Ngo Mbe a assisté au dîner avec Monsieur l'Ambassadeur des Etats-Unis. En quittant le dîner elle aurait été suivie par deux individus.

Le 5 novembre 2019, le REDHAC ainsi que ses dirigeantes auraient été l'objet d'une intervention diffamatoire lors des assises organisées à la salle de conférence de la fondation Friedrich Ebert Stiftung à Yaoundé, sur le thème des relations entre les forces de défense et de sécurité et les populations dans la lutte contre les insurrections islamistes et séparatistes au Cameroun. Au cours de la conférence, le Vice-Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés (CNDHL) aurait accusé le REDHAC de mener des activités politiques et de « jouer un rôle dangereux ». Il aurait même accusé ses dirigeantes de l'avoir invité à une réunion de planification d'activités destinées à déstabiliser le Cameroun et son Président. Concernant ce dernier exemple, une plainte a été déposée par le REDHAC contre l'intéressé pour diffamation et propagation de fausses nouvelles le 31 janvier 2020 auprès du Procureur de la République Près le Tribunal de Première Instance à Dooula-Ndokoti. Le REDHAC collaborerait de façon régulière avec la Commission et entretiendrait de bonnes relations avec son Président.

Le 3 janvier 2020 Mme Ngo Mbe s'est vue décerner le « Prix de l'autonomisation désintéressée de la communauté afro » par l'organisation humanitaire Grass 2 Grace en collaboration avec l'ONU CISRI Cameroun, la fondation BBF – Heal the world Africa et la fondation Africa Now, pour sa contribution à la promotion des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies dans les domaines de la promotion des droits de l'Homme et des libertés fondamentales en Afrique Centrale, de la protection des défenseurs des droits de l'Homme et de la reconnaissance de leur statut.

Le 24 janvier 2020 le REDHAC a reçu la visite de Monsieur l'Ambassadeur des Etats-Unis à son siège à Douala.

Le 26 janvier 2020 au soir, un inconnu a été aperçu sur le toit du bâtiment du siège du REDHAC à Douala. Immédiatement après, le bâtiment a été rapidement consumé par le feu. Les sapeurs-pompiers et les jeunes voisins ont pu circonscrire le feu, évitant qu'il ne se propage dans tout le bâtiment. Néanmoins, le feu a consumé le bureau d'archivage et de documentation, ainsi qu'une partie du bureau de la Directrice exécutive. Le bureau d'archivage était composé d'un important fonds documentaire rassemblant en un lieu les archives des bureaux pays du réseau REDHAC, constitué au cours d'une dizaine d'années. Les sapeurs-pompiers auraient déclaré le soir-même qu'il s'agissait clairement d'un incendie criminel, analyse partagée par de nombreux acteurs dont les experts des assurances, Madame la Commissaire Spéciale de Douala 1^{er}, et l'huissier de justice. Des voisins ont été gravement brûlés par les flammes lorsqu'ils tentaient de circonscrire le feu. Le câblage d'une caméra de surveillance avait été soigneusement sectionné, rendant inexploitable les enregistrements qui auraient pu servir de preuves. Les dégâts matériels sont considérables. Selon les informations reçues, la reconstitution de toutes les archives consumées devra prendre au moins deux ans et requerra le recrutement de deux experts spécialisés.

Une prise en charge psychologique de tout le personnel du REDHAC serait également indispensable.

Une plainte a été déposée par le REDHAC contre inconnu pour destruction le 28 janvier 2020 auprès du Chef de la Division Régionale de la Police Judiciaire du Littoral (DRP JL) à Douala. Aucune enquête n'a été ouverte à ce jour par le parquet et/ou la police judiciaire, bien qu'un appel ait été reçu le 19 mars 2020 par un conseiller juridique du REDHAC en provenance des services de police. Le même jour, Mme Ngo Mbe aurait reçu une convocation de la part du Commissaire Central aux Renseignements du Wouri, lui demandant de se présenter le 24 mars 2020 à ses services. Après consultation des conseillers juridiques du REDHAC et au vu des mesures prises dans le cadre de la lutte contre la pandémie du COVID-19, le conseil juridique du REDHAC a appelé le Commissaire afin de lui dire qu'il est maladroit de convoquer une personne dans la situation actuelle et qu'il serait préférable de reporter la convocation à une date ultérieure. Le Commissaire lui aurait répondu qu'il reviendrait vers eux « en cas de force majeure ».

De graves préoccupations sont exprimées quant à l'agression physique perpétrée contre Mme Ngo Mbe, ainsi que les propos diffamatoires, menaces – y compris de la part des pouvoirs publics – et actes d'intimidation à l'encontre du REDHAC et son équipe dirigeante au Cameroun, dont l'incendie criminel de son siège ayant entraîné la destruction de ses archives.

Nous constatons avec de sérieuses préoccupations qu'un tel incendie avait déjà été le sujet d'une menace alléguée dans la communication CMR 1/2015 du 27 avril 2015, allégation qui ne semble pourtant avoir fait l'objet d'aucune enquête, tout en rappelant que votre Gouvernement n'a apporté aucun élément de réponse à cette communication.

Les allégations rapportées ci-dessus semblent clairement s'inscrire dans la lignée d'attaques physiques et menaces auxquelles font face le REDHAC et son équipe dirigeante depuis plusieurs années et qui ont fait l'objet de plusieurs lettres d'allégations envoyées par les Rapporteurs spéciaux (voir liste ci-dessus). Ces actes semblent très clairement liés aux activités de défense des droits de l'homme menées par le REDHAC au Cameroun, dont notamment ses dénonciations des violations des droits de l'homme dans la crise dite « anglophone ».

En relation avec les faits allégués ci-dessus, nous vous prions de bien vouloir vous référer à l'annexe ci-jointe qui énonce **les textes relatifs aux instruments juridiques et autres standards établis en matière de droits de l'homme**.

Comme il est de notre responsabilité, en vertu des mandats qui nous ont été confiés par le Conseil des droits de l'homme, de solliciter votre coopération pour tirer au clair les cas qui ont été portés à notre attention, nous serions reconnaissants au Gouvernement de votre Excellence de ses observations sur les points suivants:

1. Veuillez nous fournir toute information ou tout commentaire complémentaire en relation avec les allégations susmentionnées.
2. Veuillez fournir toute information sur les suites données aux plaintes déposées par Mme Ngo Mbe et par le REDHAC, détaillées ci-dessus.
3. Veuillez fournir toute information sur les mesures prises pour assurer l'intégrité non seulement physique mais aussi psychologique de Mme Ngo Mbe et des membres du REDHAC.
4. Veuillez fournir toute information sur les mesures mises en place pour veiller à ce que Mme Ngo Mbe et tout le personnel du REDHAC puissent exercer leurs activités associatives dans le domaine des droits de l'homme dans un environnement sûr et favorable, y compris les mesures de protection mises en place contre toute forme de représailles pour leur coopération avec les mécanismes internationaux et régionaux de défense des droits de l'Homme.

Cette communication, ainsi que toute réponse reçue du gouvernement de votre Excellence, seront rendues publiques dans un délai de 60 jours sur le [site internet](#) rapportant les communications. Elles seront également disponibles par la suite dans le rapport habituel présenté au Conseil des Droits de l'Homme.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, nous prions le Gouvernement de votre Excellence de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des droits et des libertés des individus mentionnés, de diligenter des enquêtes sur les violations qui auraient été perpétrées et de traduire les responsables en justice. Nous prions aussi votre Gouvernement d'adopter, le cas échéant, toutes les mesures nécessaires pour prévenir la répétition des faits mentionnés.

Nous pourrions exprimer publiquement nos préoccupations dans un proche avenir car nous considérons que l'information reçue est suffisamment fiable pour signaler une question justifiant une attention immédiate. Nous estimons également que l'opinion publique se doit d'être informée des répercussions potentiellement occasionnées par les faits allégués. Le communiqué de presse indiquera que nous avons pris contact avec le Gouvernement de votre Excellence afin de clarifier le sujet en question.

Veillez agréer, Excellence, l'assurance de notre haute considération.

Michel Forst

Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme

Agnes Callamard

Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires

David Kaye
Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et
d'expression

Clement Nyaletsossi Voule
Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association

Dubravka Šimonovic
Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences

Meskerem Techane
Président-Rapporteur du Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et
des filles

Annexe

Références aux instruments juridiques et autres standards établis en matière de droits de l'homme

En relation avec les faits allégués ci-dessus, nous souhaiterions attirer l'attention du Gouvernement de Votre Excellence sur les articles 6 (1), 19 et 22 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) que le Cameroun a ratifié le 27 juin 1984, qui protègent, respectivement, le droit à la vie, le droit à la liberté d'opinion et d'expression et le droit de s'associer librement avec d'autres.

En outre, comme l'a souligné le Groupe de Travail sur la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et la pratique dans un de ses rapports (A/HRC/23/50), la stigmatisation, le harcèlement et les attaques sont souvent utilisés pour discréditer les femmes défenseuses des droits humains. Les femmes défenseuses sont souvent la cible de violences spécifiques basées sur leur condition de femme, y compris les insultes et la violence verbale, les intimidations et menaces à l'égard de leur famille. Cette violence contre les femmes défenseuses est parfois tolérée ou perpétrée par des acteurs étatiques.

Nous voudrions également attirer votre attention sur la résolution 68/181 de l'Assemblée Générale dans laquelle les États ont exprimé des préoccupations particulières au sujet de la discrimination systémique et structurelle et de la violence à l'encontre des femmes défenseuses des droits de l'Homme. Selon la résolution, les États devraient prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des femmes défenseuses des droits de l'Homme et intégrer une perspective de genre dans leurs efforts pour créer un environnement favorable à la défense des droits de l'Homme. Cela devrait inclure la mise en place de politiques publiques globales, durables et sensibles au genre, ainsi que des programmes qui soutiennent et protègent les femmes défenseuses. Ces politiques et programmes devraient être développés avec la participation des femmes défenseuses elles-mêmes.

Nous souhaiterions aussi rappeler les dispositions du paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, adoptés par le Conseil Economique et Social dans sa résolution 1989/65 selon laquelle il incombe aux États de fournir « une protection efficace ... assurée par des moyens judiciaires ou autres aux personnes et aux groupes qui seront menacés d'une exécution extrajudiciaire, arbitraire ou sommaire, y compris à ceux qui feront l'objet de menaces de mort »

En outre, ces allégations semblent contrevenir à la responsabilité principale et au devoir de l'État de protéger, promouvoir et rendre effectifs tous les droits de l'Homme et toutes les libertés fondamentales, selon la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'Homme et les libertés fondamentales universellement reconnus du 8 mars 1999, et en particulier ses articles 1, 2, 5, 6 et 12.

Nous souhaiterions également rappeler les dispositions de la résolution 24/5 du Conseil des droits de l'Homme qui «rappelle aux États leur obligation de respecter et de protéger pleinement le droit de tous les individus ... de s'associer librement ... y compris les personnes qui professent des opinions ou des croyances minoritaires ou dissidentes, les défenseurs des droits de l'Homme, ... et tous ceux ... qui cherchent à exercer ou à promouvoir ce droit...»